

Si le ministre pouvait créer de l'argent de cette façon, il n'y a aucune raison qui puisse l'empêcher de mettre des fonds à la disposition des consommateurs, afin de leur permettre d'acheter et de faire prospérer le marché national. En outre, il n'y a aucune raison au monde pour laquelle il ne créerait pas ainsi de l'argent et n'acquitterait pas une partie du prix des marchandises, de façon que les consommateurs puissent acheter mettons à \$8 un article de \$10. Lorsqu'on s'exprime ainsi, c'est le simple bon sens. C'est un projet logique, car on l'a déjà appliqué.

Quelqu'un pourrait demander combien d'argent on pourrait ainsi imprimer. Cinquante milliards? Non, car le montant qu'on pourrait créer serait restreint par la quantité de marchandises qu'on pourrait acheter au pays en employant cet argent. La limite serait donc la quantité de marchandises et de services disponibles au pays et qu'on pourrait acheter.

La chose est assez simple à comprendre. Je le répète, il n'existe aucune raison qui puisse l'empêcher de créer cet argent et d'accorder un rabais sur le prix d'un article de \$10 par exemple, afin que les consommateurs puissent le payer \$8. En agissant ainsi, on pourrait accroître les débouchés au pays et les utiliser avec avantage.

M. le président suppléant: A l'ordre! J'ai laissé parler l'honorable député plus longtemps que je n'aurais dû sans l'interrompre. J'admets qu'il essaie de rattacher son programme monétaire aux effets qu'il aurait sur l'agriculture; toutefois, l'honorable député reconnaîtra peut-être une certaine valeur à l'autorité que voici et qui s'intitule: "Décisions de l'Orateur par Blackmore." J'y trouve plusieurs commentaires qui s'appliquent, je pense à la situation où nous sommes en ce moment. A la page 168, je relève le passage suivant:

Tout honorable député doit s'en tenir à la question... Il n'est pas dans l'ordre de soulever une discussion sur un point étranger à la question dont la Chambre est saisie... Tout député doit restreindre ses observations aux questions pertinentes au débat en cours.

L'honorable député me dira sans doute que les questions monétaires sont pertinentes au succès de l'agriculture. J'en conviens avec lui; toutefois, je dois ajouter que les questions monétaires se rattachent à tous les ministères de l'État, Travaux publics, Transports, Mines et Relevés techniques et autres. J'ai toutefois une certaine responsabilité et je dois dire que le sujet dont parle l'honorable député est avant tout monétaire et non pas agricole.

L'honorable député de Lethbridge conviendra avec moi que la discussion de la politi-

que monétaire n'est vraiment pertinente, si tant est qu'elle le soit, juste au moment de l'examen des crédits du ministère des Finances. Il me permettra donc de lui demander de revenir à la question dont le comité est vraiment saisi et qui est celle-ci: allons-nous voter \$670,000 pour l'administration du ministère de l'Agriculture.

M. Blackmore: Monsieur le président, je ne sais comment vous remercier assez pour avoir fait savoir aux députés qu'il y a eu des Blackmore qui savaient quelque chose. Quant à la responsabilité qui m'incombe de m'imposer une limite, j'y consens volontiers et je n'hésite pas à vous dire qu'aucun président en exercice ne s'est jamais montré plus juste et plus attentionné que vous.

Eu égard à toutes ces circonstances, je terminerai en bornant mes remarques strictement à l'agriculture. Nous admettons tous, je vois, que l'agriculture est dans une très mauvaise situation, et qu'il faut faire quelque chose pour y remédier. Du reste, dans un pays comme le nôtre, si riche de tout, nourriture, vêtements, logements, de tout ce qu'on peut imaginer, l'inaction serait une honte.

Je pose de nouveau la question à tous les députés: Où est le remède, et où prendrait-on les fonds? Un sage de la littérature aurait dit quelque part: "La parole est à celui qui peut aviser."

Le très hon. M. Gardiner: Monsieur le président, l'honorable représentant de Huron vient de dire que nous avons eu trois ministres de l'Agriculture de suite qui venaient de la Saskatchewan. Je ne l'écoutais pas très attentivement...

M. Cardiff: Je n'ai pas dit trois.

Le très hon. M. Gardiner: ...et je n'étais pas du tout sûr qu'il ait dit qu'ils venaient de Huron, du moins les deux derniers d'entre eux...

M. Cardiff: Non.

Le très hon. M. Gardiner: ...mais les deux derniers venaient de Huron et le troisième, naturellement, était originaire de Lanark, bien qu'il soit allé ensuite s'installer dans l'Ouest. Une raison qui permettrait de dire qu'il serait tout naturel qu'un certain nombre d'entre eux soient revenus de Huron à Ottawa est que lorsque je suis allé dans l'Ouest pour la première fois on posait couramment la question suivante: "Dans quelle partie de Huron et de Bruce se trouve l'Ontario?" La plupart des gens de là-bas semblaient être venus de l'un ou de l'autre. Il n'y a donc rien d'exceptionnel à ce que ce genre de chose se produise.

Tous ceux qui ont soutenu que nous devrions faire quelque chose pour l'agriculture